

# LE 12 JUIN, MARCHONS POUR LES LIBERTÉS, LES DROITS ET POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

## NOTRE PAYS VIT UN MOMENT PARTICULIÈREMENT DANGEREUX

Exploitant les peurs qu'a aggravées l'épidémie de Covid-19, les replis que provoquent les licenciements et la précarité, les divisions d'une société que ravagent les reculs de la République et la casse des services publics, l'insécurité qui mine le vivre-ensemble et le terrorisme islamiste qui endeuille régulièrement la nation, le pouvoir macronien et la droite se livrent une surenchère calamiteuse avec l'extrême droite. Ils nourrissent les divisions de la société française en remettant en cause les libertés publiques, en concentrant toujours plus les pouvoirs institutionnels et économiques, en criminalisant les militant·e·s syndicaux et associatifs et en alimentant les assignations identitaires qui favorisent le racisme et l'antisémitisme, la stigmatisation de secteurs entiers de la population en raison de leurs origines, religions, de leur genre ou de leur orientation sexuelle.



### **CETTE SURENCHÈRE A UN OBJECTIF : DÉSIGNER DES BOUCS-ÉMISSAIRES AUX DIFFICULTÉS DES FRANÇAISES ET DES FRANÇAIS.**

Ainsi, sont épargnés ceux qui sont à la tête de grandes fortunes, de multinationales, des banques et assurances et qui ont vu leur fortune augmenter de 170 milliards d'euros sur la seule dernière année.

Et pour qu'ils continuent d'accumuler des profits, **ils s'en prennent aux droits des privé·e·s d'emploi avec la réforme de l'assurance-chômage, aux droits de tou·te·s les salarié·e·s**, affaiblissent la culture si essentielle à l'émancipation de chacun·e, intensifient leurs attaques contre de grandes conquêtes populaires, creusent les inégalités, à commencer par les inégalités femmes-hommes.

**À courir derrière les thèmes démagogiques mis en avant par l'extrême droite depuis de nombreuses années, c'est elle qui en profite et c'est la démocratie que l'on met en péril.**

Au point que des généraux en retraite et des appels fascistes puissent aujourd'hui en appeler à la remise en ordre musclée de la France par une intervention de l'armée.


## **IL EST TEMPS DE DIRE "STOP" À CES DÉRIVES ET D'EMPRUNTER UN TOUT AUTRE CHEMIN POUR RELEVER LE DÉFI DES JOURS HEUREUX**

Pour mettre en échec leur offensive contre les libertés et les droits sociaux, le PCF appelle les forces de gauche et le mouvement social, tou·te·s les progressistes, à engager la contre-offensive pour répondre véritablement aux problèmes du pays.

Oui, nos concitoyen·nes ont le droit à la tranquillité et à la sécurité que remettent en question les trafics, la délinquance, les incivilités de toute sorte.

Cela nécessite à la fois une Justice qui ne saurait être l'objet d'un procès en laxisme et qui soit dotée de réels moyens et une Police nationale exerçant ses missions de service public au plus près de la population, qui ne soit plus l'objet d'agressions inadmissibles et dont l'action ne soit plus entachée par les violences de certains policiers. Et il faut simultanément s'attaquer aux racines de la violence, aux politiques capitalistes qui génèrent le désordre, favorisent la loi du plus fort, détruisent les liens sociaux et creusent sans fin les inégalités, entretiennent les discriminations et le racisme pour tirer les droits de toutes et tous vers le bas.

### **Ainsi, le combat pour la sécurité et la tranquillité publique est inséparable de la promotion des droits et des libertés, de la cité à l'entreprise.**



Il est inséparable d'une grande ambition démocratique au sein des institutions, des services publics et des lieux de travail. C'est le sens de la mobilisation des communistes pour défendre les principes aujourd'hui menacés de la République, dans la perspective d'une nouvelle République sociale et démocratique, laïque, écologiste, féministe et antiraciste.

Il est plus que temps de s'attaquer au chômage, à la précarité, aux salaires indignes de celles et ceux qui produisent les richesses du pays, à l'austérité, au démantèlement de nos services publics, à l'affaiblissement de l'école publique, à la ghettoïsation des quartiers populaires, au recul de notre souveraineté industrielle ou sanitaire, à l'abaissement de la citoyenneté. Cela implique une autre utilisation de l'argent public, des banques et des entreprises et de nouveaux droits d'intervention de la cité à l'entreprise des citoyen·ne·s et des salarié·e·s.

Pour balayer les manœuvres de diversion qui visent à faire oublier l'essentiel au pays, ce sont ces questions que les communistes ont l'ambition de remettre au centre du débat public. La République doit être synonyme de sécurisation de toutes les dimensions et de tous les âges de la vie.

**C'EST SUR CES BASES QUE LE PCF APPELLE À PARTICIPER À LA JOURNÉE DE MANIFESTATIONS DU 12 JUIN EN FAVEUR DES LIBERTÉS.**

**Pour faire le choix  
de l'humain  
J'ADHÈRE**



Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_